

L'ÉCO

de la semaine

24 Février au 01 Mars 2024

SOMMAIRE

Salon économique : Une centaine de participants attendus à Toamasina	2
Orange Madagascar : Renforcement de sa présence dans les régions Melaky et Boeny	2
Secteur aviaire : Priorisation à la redynamisation de la filière maïs.....	3
Pays de Galles : Island Rich bientôt à Madagascar	3
Conjoncture : La BAD crédite Madagascar d'une bonne note	4
Agroalimentaire : Les entreprises malgaches se distinguent au Salon Biofach	4
Base Toliara : Les communautés locales pour la reprise du processus de paiement	5
Ministère de l'Economie et des Finances : La première phase du Projet de Transformation digitale....	6
Coopération : L'Inde souhaite collaborer à la réalisation du « Projet 1.000 bus ».....	7
Union européenne : Vers une extension de l'Accord de partenariat économique.....	7
Entrepreneuriat : Les Pêcheurs Madagascar finance la création de micro-entreprises	8
13e Conférence ministérielle de l'OMC : Vers une ratification de l'accord sur les subventions	8
Développement numérique : Un progrès significatif indiqué par le rapport Digital 2024	9
Electrification: l'Union européenne s'engage dans les projets hydroélectriques	10
Zone de libre-échange continentale : Madagascar définit sa stratégie nationale.....	10
LI PENG de HUAWEI : Adopter la 5.5G pour faire avancer le monde intelligent	11
Délestage : Retour inquiétant des coupures générales	12
Douane : Le centre de valeur certifié ISO 9001-2015	12
Autorisations d'emploi: « e-work » traite les dossiers en cinq jours	13
OMC-ITC : Un fonds de 50 millions USD pour les exportatrices dans l'économie numérique.....	13
Economie bleue : Coopération renforcée avec la Turquie	14
Promotion des coopératives: place aux normes juridiques	14
Allemagne - Madagascar : un portefeuille de projet à hauteur de 490 millions d'euros.....	14
Secteur agricole: le troisième Recensement général de l'agriculture en préparation.....	15
Commerce : Les pays producteurs de vanille forment un bloc	15
Industrie : Abe Koji sollicite l'aide de l'État pour Ambatovy	16
Telma : Certifié meilleur réseau mobile et fixe à Madagascar.....	16
Evaluation de la pauvreté : la croissance et l'investissement privé font défaut	17
Bancassurance: BNI Madagascar s'allie avec Allianz	18
Vie économique: Madagascar entre défis persistants et leurs d'espoir	18

Salon économique : Une centaine de participants attendus à Toamasina

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 FÉVRIER 2024

Toamasina accueillera la première édition du Salon économique de Madagascar au mois de mai prochain. Organisée par l'entreprise événementielle Trait d'union, cette initiative réunira une centaine de participants.

Toamasina, avec ses raffineries, ses infrastructures industrielles diversifiées telles que les huileries.



Les savonneries et son port majeur, se présente comme un pôle économique stratégique, favorable à de tel événement», a expliqué le coordonnateur général du projet, Stella Andriamamonjy, lors de l'annonce de la tenue du salon à Ambodivona, hier. Abritant le plus grand port de Madagascar, cette ville est le foyer des entreprises

malgaches, témoignant de la vitalité entrepreneuriale qui s'y développe depuis ces dernières années. Le salon sera une nouvelle occasion pour ces opérateurs économiques de se réunir, de partager des idées, de forger des partenariats et d'échanger avec le grand public. Les participants auront également l'opportunité de présenter leurs produits et services, renforçant ainsi leur visibilité auprès des investisseurs et du marché local. « Outre l'exposition des produits et services, le salon offrira un espace dédié à des secteurs émergents tels que la santé et le bien-être, les énergies renouvelables, la téléphonie, l'automobile ainsi qu'une vitrine pour les produits « made in Madagascar » et les startups », a expliqué Caroline Rahajamalalanirina, directeur général de Trait d'union Madagascar, en charge de l'organisation. Les organisateurs prévoient une série de conférences axées sur l'entrepreneuriat, offrant une plateforme pour partager des idées novatrices et des solutions pratiques. Ces discussions permettront d'explorer de nouveaux défis et les opportunités du marché malgache. Au-delà de cette édition inaugurale, les organisateurs ambitionnent d'étendre le rayonnement de l'événement à d'autres villes, dans le but de présenter les atouts économiques régionaux des autres grandes villes du pays et de faciliter les échanges entre les opérateurs locaux et ceux des autres régions, contribuant ainsi à renforcer l'intégration économique nationale.

Orange Madagascar : Renforcement de sa présence dans les régions Melaky et Boeny

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 FÉVRIER 2024

Orange Madagascar renforce son engagement envers les populations des régions Melaky et Boeny en intensifiant ses initiatives pour répondre aux besoins numériques et sociaux de ces régions malgaches.

Une délégation de haut niveau dirigée par la direction générale a effectué une visite stratégique au cours de laquelle plusieurs points cruciaux ont été abordés. La semaine dernière, Orange Madagascar a inauguré sa première agence à Maintirano, une étape qui s'inscrit dans le cadre de sa mission de proximité avec ses clients. Avec une superficie de 66 mètres carrés, cette agence est implantée au cœur de la ville, à proximité du marché et des bureaux administratifs, symbolisant l'engagement d'Orange à répondre aux besoins numériques des communautés locales. Frédéric Debord, DG d'Orange Madagascar, a souligné l'importance de cette expansion en déclarant : « Être présent au cœur des régions, c'est l'engagement d'être au plus près de nos clients, au plus près de vous, afin de rendre le numérique accessible à tous », a-t-il indiqué. Cette nouvelle agence s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par Orange pour étendre son réseau et ses services dans tout Madagascar.

Identification des besoins.

Lors de cette visite, la délégation d'Orange a rencontré des autorités locales, des opérateurs économiques et des représentants de la société civile pour évaluer les besoins spécifiques de ces régions. L'objectif principal était de recueillir directement les préoccupations des populations afin d'adapter au mieux les services et les infrastructures



numériques proposées par Orange. Le réseau de télécommunications a été renforcé dans la région de Mahajanga, ce qui a entraîné une amélioration significative de la couverture réseau, particulièrement appréciée par les acteurs économiques locaux. Frédéric Debord a souligné lors d'un colloque à Mahajanga que l'ambition d'Orange est d'accompagner Madagascar dans sa transformation numérique. « Nous sommes là pour vous écouter, et trouver ensemble des solutions afin de faciliter votre quotidien », a-t-il déclaré. Orange Madagascar ne se limite pas à l'aspect technologique. Elle s'engage également dans des initiatives sociales et culturelles, telles que l'embellissement de la ville de Majunga et la promotion de la richesse artistique de la région Boeny en partenariat avec l'Alliance française de Mahajanga. Des projets éducatifs, notamment avec l'université de Mahajanga, sont également en cours pour renforcer les capacités locales.

Secteur aviaire : Priorisation à la redynamisation de la filière maïs

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 FÉVRIER 2024

Plus de 60% des aliments de base destinés à la fabrication de l'alimentation animale sont constitués de maïs.

La viabilité du secteur aviaire et bien d'autres types d'élevage comme l'élevage porcin dépend ainsi de la filière maïs. Raison pour laquelle, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage entend renforcer son partenariat avec l'InterProfession Aviaire de Madagascar (IPA) en vue de développer ces deux filières porteuses.



« Nous allons ainsi prioriser la redynamisation de la filière maïs en commençant par les zones maïzicoles bénéficiant de l'appui des bailleurs de fonds et répartis dans tout Madagascar ». Le ministre de tutelle, Suzelin Ratohiarijaona, l'a évoqué dernièrement lors de sa rencontre avec les représentants de l'IPA dans ses locaux à Anosy. En outre, une réorganisation de la filière s'impose en mettant en place, entre autres, une fédération d'associations de producteurs de maïs tout en réduisant le nombre d'intermédiaires qui ne font que spéculer le prix de ce produit sur le marché local. Couvrir les besoins au niveau national. Il faut savoir que le prix du maïs commence actuellement à se stabiliser et varie entre 1 300 Ar et 1 500 Ar le kilo, selon les zones de production, si auparavant la denrée était hors de portée

des éleveurs. Les professionnels de l'élevage opérant, notamment dans le secteur aviaire, ont également autorisé à importer 45 000 tonnes de maïs non-concassé. Mais c'est encore largement insuffisant face au gap enregistré au niveau national qui tourne aux environs de 150 000 tonnes par an. Toutes les parties prenantes reconnaissent que la production de maïs a chuté depuis ces dernières années atteignant 266 000 tonnes en 2022 contre plus de 447 000 tonnes en 2012. La faiblesse du rendement de productivité constitue une des principales causes. Afin de couvrir ces besoins au niveau local, il est à rappeler que le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a introduit des semences de maïs hybride dénommées « Mukushi », qui sont fabriquées par l'entreprise de production semencière Mukuchi Seed Co au Zimbabwe dirigée par le Dr John Mac Robert. Sa culture permet d'obtenir un rendement de productivité atteignant 6 à 8 tonnes à l'hectare. Il s'agit également d'une variété de semence résistante à la sécheresse et à cycle court. Une convention de partenariat a déjà été signée l'an dernier entre les deux parties en vue de développer cette culture de maïs hybride à Madagascar. Système d'agrégation agricole. De son côté, l'InterProfession Aviaire de Madagascar regroupant de nombreux acteurs œuvrant dans le secteur aviaire, s'engage à développer des partenariats avec les associations de producteurs de maïs directes dans le cadre du système d'agrégation agricole. En effet, ces professionnels de l'élevage sont preneurs de leur production de qualité en leur fournissant à l'avance des intrants agricoles et des encadrements techniques permettant de booster la filière maïs à Madagascar. Le ministre de tutelle Suzelin Ratohiarijaona, pour sa part, prévoit d'organiser périodiquement des réunions entre toutes les parties prenantes pour mettre en place une stratégie permettant de redynamiser la filière maïs, et partant, de développer le secteur aviaire.

Pays de Galles : Island Rich bientôt à Madagascar

MAMINIRINA RADO. | MIDI MADAGASCAR | 24 FÉVRIER 2024

Le bateau Island Rich a été acheté par l'association caritative Youth With Mission, basée en Angleterre. Elle compte convertir ce vaisseau, avec une levée de fond organisée à partir d'un prochain concert gratuit à Conwy, et l'envoyer à Madagascar. L'objectif est d'en faire un navire hôpital. L'artiste qui va animer ce spectacle sera le soliste Anthony Stuart Lloyd du chœur d'homme « Côr Meibion Maelgwn » dont le siège se trouve au Pays de Galles. « Anthony Stuart Lloyd est un baryton-basse gallois... Chanteur international primé, il est l'un des artistes les plus acclamés, polyvalents et engageants du Pays de Galles. Il se produit régulièrement dans des théâtres, des salles de concert et des scènes de cabaret au Royaume-Uni, en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Extrême-Orient et en Australasie. Il a étudié au Royal Welsh College of Music and Drama et a remporté le Royal National Eisteddfod « Blue Riband », le prix commémoratif Sir Geraint Evans et le prix



du jeune chanteur gallois du Welsh Arts Council. Il a chanté avec le Welsh Nation Opera, l'Opéra de Fribourg, l'Opéra du Capitole de Toulouse, le London Symphony Orchestra et le Royal Philharmonic Orchestra ».

Conjoncture : La BAD crédite Madagascar d'une bonne note

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 FÉVRIER 2024

Parmi les «assez bons élèves» de la BAD figure la Grande île. Les indicateurs de cette institution le montrent.

Du baume au cœur. Après l'avancée de la pauvreté évoquée par la récente étude de la Banque mondiale et de l'INSTAT, la Banque Africaine de Développement, BAD, a aussi ses propres appréciations sur des indicateurs macroéconomiques primordiaux.



D'une manière globale, dans son document axé sur la Performance et les perspectives macroéconomiques de l'Afrique, publié au mois de janvier, la BAD considère Madagascar comme un « assez bon élève » dans trois de ces quatre indicateurs, par rapport à ce que pourraient être les moyennes du pays pour les années 2024-2025. Les quatre critères retenus ont été le taux de croissance du PIB réel, le taux d'inflation, la balance du compte courant et

le solde budgétaire. Pour chaque indicateur, les pays sont répartis en trois groupes, à savoir les bons élèves, les assez bons élèves et les élèves faibles. Pour la croissance du PIB réel, avec une progression estimée de 4,9% pour cette année, Madagascar figure parmi les assez bons élèves. Les meilleurs de la classe réalisent un bond de plus de 6%. Pour le taux d'inflation, avec les 7,4% envisagés d'ici la fin de l'année, Madagascar se trouve aussi dans la catégorie des assez bons élèves. Cette performance se situe dans la tranche de 5 à 9,9%. Les pays qui ont ramené ce taux d'inflation en-dessous des 5% se trouvent en haut de la hiérarchie. Pour le solde du compte courant, les bons élèves affichent un excédent, les assez bons élèves ont un déficit inférieur à 5% et les élèves faibles ont un déficit égal ou supérieur à 5%. Madagascar devrait selon cette banque africaine afficher un déficit de -3,6%. Ce qui ferait ainsi de la Grande Île un assez bon élève suivant les notations de la BAD. Pour l'équilibre budgétaire, les bons élèves ont un excédent ou un déficit inférieur à 3%, les assez bons élèves ont un déficit de 3 à 5% et les élèves faibles ont un déficit supérieur à 5%. C'est sur cet indicateur que le pays est considéré comme un mauvais élève avec son déficit de -6,4%. Trop arithmétiques peut-être, ces baromètres de la BAD, estimatifs en plus, devraient quand même encourager les dirigeants à faire plus et mieux. L'expression revient de loin. Le Fonds monétaire international, au milieu des années 80, a gratifié le pouvoir révolutionnaire de Didier Ratsiraka d'être son bon élève. Pour avoir fait avaler à la population les pilules amères de l'ajustement structurel.

Agroalimentaire : Les entreprises malgaches se distinguent au Salon Biofach

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 FÉVRIER 2024

Le salon Biofach s'est tenu pendant quatre jours à Nuremberg, en Allemagne, du 13 au 16 février. Une forte délégation en provenance de Madagascar dirigée par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona, et composée notamment des entreprises membres du Symabio, y a activement participé.

Avec pour thème principal «Food for the Futur : Women's Impact on Sustainable Food Systems», l'édition 2024 du salon Biofach a été inauguré officiellement par le ministre fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture allemand le 13 février dernier. Dans son discours, il a souligné l'importance des femmes dans la durabilité des systèmes alimentaires, mettant en avant leur rôle essentiel dans la préservation des écosystèmes et la nécessité d'une réglementation rigoureuse pour garantir la qualité de la production. Dix entreprises opérant dans les filières « bio » - vanille, huiles essentielles, épices, cacao, plantes médicinales - dirigées par le président du Symabio, Heriniaina Ramboatiana, et quelques membres du conseil d'administration, ont exposé leurs produits au « Stand Madagascar ». Les participants ont été accompagnés par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), l'Economic Development Board



of Madagascar (EDBM), la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM), le Projet Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique (PrAda/GIZ), Competence Center for the Private Sector (CCPS/GIZ) et le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC/Banque mondiale). L'objectif, selon le ministère de tutelle, était de renforcer le soutien au secteur en présentant les progrès réglementaires, en favorisant les échanges avec les partenaires techniques et commerciaux, et en renforçant la prospection de nouveaux marchés, européens

ou autres. La demande en produits biologiques évolue et suit la tendance mondiale qui s'oriente de plus en plus vers la recherche du bien-être des consommateurs.

Renforcer les partenariats

En marge du salon, une rencontre a eu lieu avec la présidente de l'IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), Karen Mapusua, accompagnée de son équipe. Des échanges ont aussi été effectués avec Charlotte Braquet, Expert sourcing and market, et l'équipe de l'IPD (Importation promotion Desk), les représentants du COLEAD (Comité de Liaison Entrepreneuriat - Agriculture - Développement) présents au salon, parmi lesquels figuraient Victor Boro. Également, il y a eu des discussions qualifiées de fructueuses avec Francis Nsanga, Project Manager du Knowledge Hub for Organic Agriculture in Eastern Africa (KHEA). Selon la délégation malgache, la participation au salon et les diverses rencontres ont permis d'approfondir les partenariats en cours avec Madagascar. Au cours de ce salon, il était prévu qu'une feuille de route soit établie pour chacun de ces partenariats afin d'identifier les actions à court et à moyen terme à mettre en œuvre. Par ailleurs, le titulaire du MINAE a échangé avec le ministre en charge de l'Agriculture de l'Ouganda, Fred Bwino Kyakulaga et le directeur exécutif de Biovision Africa Trust (Kenya) pour discuter du développement de l'agriculture biologique au niveau régional et de renforcer le partenariat entre les

pays Madagascar-Ouganda-Kenya. Ce n'est pas la première fois que Madagascar prend part au salon Biofach. Depuis maintenant plusieurs éditions, la Grande île parie sur cet événement d'envergure mondiale qui rassemble chaque année les principaux acteurs de la filière alimentation et agriculture biologique. Un salon qui a rassemblé lors de cette édition 2774 exposants et environ 46700 visiteurs professionnels d'environ cent trente pays. Pour les participants venus de Madagascar, le bilan est satisfaisant. Des ventes conséquentes ont été conclues mais, surtout, de nouveaux partenariats ont été noués. Selon un membre du bureau du Symbio, le secteur biologique contribue largement à l'économie de Madagascar, avec un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de dollars. Et la participation des entreprises malgaches au Biofach a beaucoup contribué à ce résultat. « Biofach a encore une fois été une expérience enrichissante au cours de laquelle nous avons eu le privilège de rencontrer des acteurs clés de l'agriculture biologique et du développement durable. De discussions animées avec le chef de l'organisation du salon à des échanges fructueux avec différentes entités, chaque rencontre a été une source d'inspiration et d'apprentissage. Cet événement a renforcé notre conviction dans le potentiel de l'agriculture biologique pour promouvoir la durabilité et la santé de notre planète », a fait savoir le Symbio.

Base Toliara : Les communautés locales pour la reprise du processus de paiement et de compensation

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 26 FÉVRIER 2024

La réouverture du projet d'exploitation minière Base Toliara est plus que jamais d'actualité. Sur place, les communautés concernées par le projet s'impatientent et réitèrent leur souhait d'une relance imminente des activités dont les impacts positifs sur leurs conditions de vie sont innombrables.

En tout cas, les récentes déclarations des parlementaires et du ministère des Mines sur la relance du projet nourrissent l'enthousiasme du côté des communautés de base.



Détermination

C'est le cas notamment des Personnes Affectées par le Projet (PAPs) qui affichent leur détermination à reprendre et finaliser avec Base Toliara, le processus légal pour le paiement de la compensation (Volantany) ainsi que la relocalisation des tombeaux. En ce qui concerne le groupe de travail pour la relocalisation ou « Resettlement Working group » (RWG) notamment, la levée de la suspension de ce projet permettra de reprendre le processus de relocalisation

et de compensation des personnes affectées par ce projet. On rappelle que ce groupe de travail avait été créé pour représenter les propriétaires des terrains et des tombeaux touchés par l'exploitation minière de Base Toliara. Sa mission consiste essentiellement en une médiation entre les communautés et la compagnie promotrice du projet. « Le RWG se charge entre autres du suivi des dossiers d'indemnisation et de déplacement des tombeaux », précise Tovonay Niriko François, représentant de cette plateforme dans la commune rurale de Tsianisiha. Il s'agira, en somme, de reprendre les discussions autour de cette relocalisation et de cette compensation qui avaient démarré en 2015 avec Toliara Sands, et ont continué avec Base Toliara. Des discussions qui avaient le mérite de se dérouler dans l'écoute et le consensus, et en conformité avec les lois et réglementations nationales et les coutumes locales. « Les deux parties avaient passé des accords et elles avaient chacune honoré leurs engagements. Certaines activités avaient déjà été lancées et plusieurs tombeaux étaient déjà déplacés », déplore Tovonay Niriko François. Il regrette ainsi que « les travaux prévus n'aient pas été poursuivis en raison de la suspension de ce projet ». « Nous espérons la reprise de ce projet, non seulement pour l'achèvement de ces travaux mais surtout pour les retombées socio-économiques positives attendues », défend-il.

Arrêté de cessibilité

Les personnes affectées par le projet ne demandent ni plus ni moins que la levée de la suspension des activités du projet. Afin notamment de permettre au ministre concerné de prendre l'arrêté de cessibilité qui déclenchera le processus pour déterminer le montant de la compensation, afin que les personnes affectées puissent jouir de leurs droits. « Nous

attendons ces procédures depuis longtemps », déclare Victorine Pelazy, une habitante du fokontany Tsiapanoka, de la commune rurale de Tsianisiha. « Nous espérons jouir des droits qui ont été convenus dans le cadre de ce projet. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties décisionnaires à s'activer », ajoute la mère de famille qui espère retrouver les profits tirés du projet. Même revendication pour Tsimitamby, un autre membre du RWG à Toliara II qui salue, pour sa part, la récente décision de l'Etat de relancer les projets miniers en suspens. « Nous restons particulièrement convaincus que chacun trouvera son compte dans le projet Base Toliara », lance-t-il. Une manière de dire que tout monde, à savoir l'Etat, les Collectivités territoriales décentralisées et les communautés de base des zones d'intervention du projet en tirent profit. Bernadette Mboampelavao, une autre mère de famille et non moins RWG dans le fokontany de Marofitiky, dans la commune rurale de Maromiandra, défend également cette reprise de Base Toliara. « Pour l'avenir de mes enfants, je milite pour la réouverture de Base Toliara », déclare-t-elle.

Bénéfique

Il en est de même pour Tsimiova Tsvita, représentant des PAPs dans le fokontany de Belembohy Andohateva qui soutient que l'achat local des produits par Base Toliara est très bénéfique aux communautés. « C'est un des rares projets actuels qui pourront apporter des solutions immédiates pour le développement de la région Atsimo-Andrefana », déclare-t-il. Liasy, président des PAPs dans

la commune d'Ankilimalinike, déclare pour sa part : « Les sujets de compensation et de déplacement des tombeaux dans le cadre de ce projet avaient déjà été discutés auparavant, notamment avec Toliara Sand. Base Toliara est venue réitérer l'engagement du promoteur à respecter les droits des communautés hôtes de ce projet minier. Plusieurs travaux dans ce sens avaient déjà été entamés, mais avaient malheureusement été suspendus avec la décision de suspension de Base Toliara. Il est maintenant temps de relancer ce projet non seulement pour l'achèvement de ces travaux, mais également pour permettre aux PAPs de recevoir l'indemnisation de leurs terrains ». Pour Balakay Naotsy, un ancien du village de Benetsy, « plusieurs pays à travers le monde ont su exploiter à temps leur potentiel et particulièrement leurs ressources minières. C'est pourquoi nous estimons que la réouverture de Base Toliara est aussi capitale, pour permettre aux jeunes d'Atsimo-Andrefana de participer au développement de la région ». Enfin Lahady, propriétaire de terrains touchés par l'exploitation de Base Toliara dans le fokontany de Benetsy, de la commune rurale d'Ankilimalinike déclare : « Nous sommes élus pour être les représentants des PAPs. Nous allons veiller aux droits des communautés impactées par cette exploitation minière. Nous sommes en tout cas déjà persuadés que la relance de ce projet va régler plusieurs problèmes, notamment sociaux. Avec son envergure, ce projet nous mènera sur la voie du développement ». En somme, cette réouverture de Base Toliara est en passe de devenir une affaire d'Etat.

Ministère de l'Economie et des Finances : La première phase du Projet de Transformation digitale des métiers des finances publiques en cours de finalisation

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 26 FÉVRIER 2024

Le processus de digitalisation de l'administration publique se poursuit. Le ministère de l'Économie et des Finances et les institutions de gestion des finances publiques sont actuellement en cours de finalisation de la première phase du Projet de transformation digitale des métiers des finances publiques.

Une réunion du comité de pilotage du projet s'est tenue jeudi dernier à l'hôtel Le Louvre Antaninarenina, en présence du Secrétaire Général, Andry Ramanampanoharana et du directeur de Cabinet du ministère de l'Economie et des Finances Florence Andrianaivohery.



Interopérabilité

Le SG du MEF a rappelé durant l'ouverture de la réunion que l'objectif ultime du projet consiste à une interopérabilité entre les systèmes de gestion des finances publiques

au niveau de toutes les entités concernées, pour pouvoir améliorer les indicateurs de Madagascar en matière de finance publique vis-à-vis des évaluations au niveau international. Une manière en somme de rechercher les moyens de rendre les réformes effectives dans tous les niveaux de l'administration. On rappelle, en effet, que la réforme des finances publiques entamée depuis quelques années a pour but de doter Madagascar de socle moderne de gestion des finances publiques. Cependant, ces réformes ne sont pas toutes internalisées par les intervenants des finances publiques. De ce fait, les différentes évaluations ont relevé des lacunes dans la chaîne de la dépense et la mobilisation des recettes, qui risquent d'affecter les bases fondamentales de la gestion publique du pays.

Consortium de consultants

Le seul moyen pour pallier ces lacunes est justement une transformation digitale, menée de façon modulaire mais inclusive. Le projet se présente comme une opportunité de définir collectivement les architectures interopérables de la gestion des finances publiques à Madagascar. En effet, le projet « Transformation digitale des métiers des finances publiques » (TDMFP) vise à établir une architecture solide des finances publiques malgaches afin d'opérationnaliser les projets de transformation digitale autour des processus métiers revisités. Ceci dans l'optique de la gouvernance et coordination des systèmes d'information du ministère auprès de la Direction des Systèmes d'Information. Ce projet bénéficie de l'assistance des partenaires techniques et financiers. Ainsi, un consortium de consultants

internationaux est mandaté pour la réalisation de la première phase du projet. Ce consortium a notamment procédé à l'analyse des existants et le recueil des besoins des entités en charge de la gestion des finances publiques. Un « sprint » ayant compté une trentaine d'ateliers intensifs avec une vingtaine d'entités, et des séances de formation en préparation de la gestion de changements.

Evaluation à mi-parcours

Cette réunion a été l'occasion pour le consortium, de présenter devant les membres du comité, les fruits de ces deux mois de travail acharné à la suite des rencontres avec les institutions de gestion des finances publiques,

notamment les 9 macro-processus, 34 processus et 136 micro-processus identifiés lors de la phase prospective abordés en détail au cours de la réunion du COPIL, pour permettre l'évaluation à mi-parcours du projet. Les existants inventoriés et les besoins identifiés permettront de tracer les voies à suivre pour les prochaines étapes du projet. Le Consortium devrait pouvoir produire le premier livrable de cette phase initiale du projet vers fin mars 2024. Notons que cette réunion a également vu la présence des représentants des partenaires techniques et financiers, à savoir le PNUD, l'Union européenne, l'AFD, le FMI et la Banque mondiale en sa qualité de cheffe de file.

Coopération : l'Inde souhaite collaborer à la réalisation du « Projet 1.000 bus »

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 26 FÉVRIER 2024

Madagascar a renforcé sa coopération avec l'Inde en vue d'apporter une amélioration dans le domaine du transport. Cette initiative a été marquée par une rencontre entre le ministre des Transports et de la météorologie (MTM), Valéry Ramonjavelo et l'ambassadeur de l'Inde à Madagascar, Bandaru Wilsonbabu.

Les deux parties ont discuté de tout ce qui a trait aux transports (aérien, maritime, terrestre, ferroviaire...) Pour le transport terrestre en particulier, l'Inde souhaite collaborer à la réalisation du « Projet 1.000 bus », visant à améliorer les offres dans les transports en commun, en plus de répondre aux besoins grandissants de la partie malgache dans ce domaine. Dans le domaine du transport aérien, notamment au sujet des vols nationaux, « Des études visant à augmenter les flottes pour renforcer les liaisons intérieures ont été abordées », indique le MTM, soulignant également qu'« une exploration de nouvelles routes aériennes directes reliant l'Inde à Madagascar a été discutée », cadrant dans le renforcement des échanges entre les deux pays en matière de liaisons aériennes. Dans le domaine maritime et fluvial également, « Des opportunités de formation, de

renforcement des capacités et de sécurité ont été évoquées, soulignant l'importance d'une coopération future pour garantir des services sûrs et efficaces ».

Concernant le transport ferroviaire, « l'ambassadeur de l'Inde a manifesté un intérêt particulier sur le sujet, d'autant plus que ce pays a de l'expertise en matière de construction d'infrastructures ferroviaires », a fait savoir le ministre Valéry Ramonjavelo qui s'attend par ailleurs à des résultats fructueux à l'issue de la collaboration avec l'Inde. Enfin, le ministre n'a pas omis de mettre en évidence les besoins urgents en matière de transport et d'infrastructures à Madagascar.

Tourisme

Autre domaine évoqué également par les deux personnalités, le tourisme. En effet, dans le cadre de la promotion du tourisme malgache, le ministère de tutelle s'ouvre cette année à d'autres marchés pour augmenter le nombre de visiteurs étrangers et justement, « l'Inde représente un fort potentiel dans le domaine », selon la déclaration du ministère. Par ailleurs, le renforcement de la liaison aérienne avec l'Inde pourrait faciliter l'atteinte de cet objectif.

Union européenne : Vers une extension de l'Accord de partenariat économique

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2024

L'Union Européenne s'engage vers une expansion de son Accord de partenariat économique (APE) avec Madagascar et ses voisins, mettant l'accent sur les services et les investissements.

L'Accord de partenariat économique (APE) intérimaire, conclu avec l'Union Européenne (UE), va s'étendre vers les services et les investissements, a déclaré l'ambassadeur de l'UE, Isabelle Delattre, hier. Cet accord, dont Madagascar fait partie avec quelques pays voisins et le Zimbabwe, fait l'objet de négociations régulières pour son approfondissement. La prochaine session est prévue au mois de mars au Zimbabwe, pour cette extension vers le renforcement des liens commerciaux et économiques entre les parties concernées, les investissements et les services. L'APE actuel permet déjà l'exportation sans droits ni quotas de toutes les marchandises vers l'UE, dans le respect du principe de réciprocité. Madagascar profite de cet accord en exportant



vers l'Europe des produits alimentaires et textiles, tout en important des biens industriels et du matériel propice aux investissements nationaux et étrangers, favorisant ainsi le

développement industriel du pays.

Balance excédentaire

Cependant, certaines filières sont protégées par des mesures de sauvegarde mises en place par les autorités malgaches pour préserver l'industrie locale. Isabelle Delattre souligne les bénéfices déjà tirés de cet accord, malgré sa mise en œuvre intérimaire. Il représente l'un des premiers accords sous-régionaux conclus avec l'UE et renforce la coopération entre les deux parties. L'UE est le premier partenaire commercial de Madagascar, lui permettant de bénéficier d'une balance commerciale excédentaire. La

valeur des exportations de marchandises de Madagascar vers l'UE oscille autour du milliard de dollars par an ces dix dernières années. Néanmoins, l'application complète de l'APE est actuellement limitée, l'UE conditionnant sa pleine mise en œuvre à l'engagement des pays signataires, notamment Madagascar, à respecter des engagements multilatéraux en matière d'environnement, de climat et de biodiversité. En outre, la difficulté dans le respect des engagements nés de conventions ou d'engagements politiques avec la communauté internationale par les pays partenaires demeure un autre blocage.

Entrepreneuriat : Les Pêcheurs Madagascar finance la création de micro-entreprises

MIORA RAHARISOLO. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2024

Le soutien financier est le premier besoin de nombreux Malgaches souhaitant créer leur propre entreprise. Des hommes et des femmes ayant leur propre projet d'entreprise et souhaitant créer leur entreprise au sein de l'Association Les Pêcheurs Madagascar sont appuyés par cette dernière. Cette organisation à but non lucratif a pour but de leur fournir des conseils et un soutien financier pour qu'ils puissent créer leur propre entreprise. Ce sont actuellement plus de cinquante entreprises qui se sont implantées à Antananarivo avec l'aide de cette organisation au cours de ses dix années d'existence. En d'autres termes, on peut dire que cinquante petites entreprises sont créées chaque année. Tout cela a

été annoncé hier au bureau de l'association à Ambaranjana à l'occasion de l'arrivée de leur fondatrice. L'association enseigne le savoir-faire aux porteurs de projet et les aide financièrement. «Chacun reçoit un fonds d'environ 600 000 ariary pour créer sa propre entreprise. Il peut y en avoir plus selon ce qu'ils font. Nous proposons une formation compétitive sur la gestion d'entreprise et sur la bonne gestion financière et ce, gratuitement », a expliqué Anne Fuller, la fondatrice de l'association venue d'Australie. La formation dure six mois. Après avoir terminé la formation, les bénéficiaires devraient fournir un plan d'affaires exact afin de recevoir le certificat et le fonds de démarrage.

13e Conférence ministérielle de l'OMC : Vers une ratification de l'accord sur les subventions liées à la pêche

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2024

Le pays hôte de la 13e Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (CM13) est les Émirats Arabes Unis.

Des ministres en charge du Commerce et bien d'autres hauts fonctionnaires des pays membres de cette organisation internationale y participent activement. Madagascar y est représenté par une délégation conduite par le ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, Edgar Razafindravahy.



« Cette conférence ministérielle constitue un organe de décision suprême de l'OMC permettant aux pays membres de parvenir à trouver un consensus sur des sujets importants », a souligné Thani bin Ahmed Al Zeyoudi, le ministre

d'Etat chargé du Commerce Extérieur des Emirats Arabes Unis, qui plus est était le président de la CM13, lors de la séance inaugurale hier à l'ADNEC ou Centre Nationale des Expositions d'Abou Dhabi, la capitale du pays hôte. Cette cérémonie a été honorée par la présence de son Altesse Cheikh Khaled bin Mohamed bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi. Pour sa part, la directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en la personne du Dr Ngozi Okonjo-Iweala se dit être optimiste au sujet des efforts de négociations menées par les chefs de délégation des pays participants dans le cadre de cette conférence ministérielle qui va durer jusqu'au 29 février 2024.

Soutien public interdit

En effet, « Il y aura une possibilité de ratification de l'accord sur les subventions à la pêche cette année. Nous espérons près de 70 pays membres qui vont déposer leurs instruments d'acceptation du protocole d'accord auprès de l'OMC. Ce sera la ratification la plus rapide », a-t-elle ajouté. Il faut savoir que les deux tiers des pays membres de l'OMC le feront pour que cet accord puisse entrer en vigueur. « Il s'agit d'un premier accord multilatéral axé sur l'environnement puisqu'il va contribuer à la durabilité des océans. Ce qui permettra également de réaliser des actions concrètes visant à soutenir les 260 millions de personnes qui dépendent directement ou indirectement de la pêche en mer pour subvenir à leurs besoins », a-t-elle enchaîné. L'objet de cet accord multilatéral vise à réduire les subventions à la pêche préjudiciable puisque d'aucuns reconnaissent

la menace très inquiétante de la surpêche des stocks de poissons dans le monde. Il interdit ainsi le soutien public à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ainsi qu'à la pêche des stocks surexploités et à la pêche en haute mer non réglementée. Des pays membres ont manifesté leur volonté de déposer leur instrument d'acceptation de ce protocole d'accord à l'occasion de cette 13e Conférence ministérielle de l'OMC qui se tient à Abou Dhabi.

Un don de 10 millions USD

Dans la même foulée, les Émirats Arabes Unis ont annoncé à cette occasion qu'ils vont apporter une contribution portant une valeur de 10 millions USD à trois fonds d'affectation spéciale de l'OMC. « Il s'agit notamment du Mécanisme de financement sur la pêche à hauteur de 1 million USD, du Cadre Intégré Renforcé pour une valeur de 4 millions USD et du fonds pour les exportatrices dans l'économie numérique pour une somme de 5 millions USD », a précisé le président de la CM13, le ministre Thani bin Ahmed Al Zeyoudi. Le premier fonds d'affectation va permettre de fournir aux pays en développement et aux pays les moins avancés (PMA) comme Madagascar, une assistance technique et un renforcement de capacité aux fins de la mise en œuvre de l'accord tout en rendant la pêche durable. Pour les deux autres fonds, cela va faciliter le commerce des PMA et favoriser l'autonomisation des femmes entrepreneurs. Toujours dans le cadre de l'ouverture officielle de la CM13, la cérémonie a également été marquée par l'accession des deux pays les

moins avancés, à savoir les Comores et le Timor-Leste au sein de l'OMC. « Cela fait huit ans qu'aucun nouveau pays n'a intégré l'OMC. Les membres de l'organisation sont ainsi au nombre de 166 pays. Et l'on observe actuellement une volonté des pays arabes de rejoindre l'organisation », a fait savoir la directrice générale de l'OMC.

Sujet délicat et sensible

Il est à noter que les ministres du Commerce et les hauts fonctionnaires des pays participants vont discuter de nombreux sujets dans le cadre de cette CM13, pour ne citer que le commerce et le développement durable ainsi que la politique commerciale et le développement industriel. Le but est de renforcer le système commercial international multilatéral. Par ailleurs, « l'agriculture constitue également un sujet délicat et sensible. On n'est pas parvenu à un accord depuis 20 ans. Mais l'on reste optimiste pour trouver un accord à l'issue de cette conférence ministérielle. En revanche, l'Accord sur la Facilitation des Investissements pour le développement a été finalisé le 25 février 2024, par les trois quarts des membres de l'OMC. Ce qui permettra d'attirer des investissements pour développer le commerce en favorisant la diversification des économies, la création d'emplois et le développement durable », a conclu le Dr Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice générale de cette organisation internationale se chargeant de la réglementation du commerce entre les pays membres dans le cadre d'une libéralisation des échanges.

Développement numérique : Un progrès significatif indiqué par le rapport Digital 2024

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2024

Madagascar se trouve sur la voie d'une révolution numérique. Malgré une progression ralentie de l'amélioration du taux d'accès à l'électricité, la Grande île affiche une croissance impressionnante dans l'adoption et l'utilisation des technologies numériques.

Le rapport Digital 2024 - Global Overview Report, publié au début de ce mois de février 2024, indique une évolution positive du développement numérique à Madagascar. Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre les sociétés « We Are Social » et « Hootsuite », ainsi que d'autres entités de confiance telles que GWI et data.ai. D'après le document, Madagascar comptait 5,90 millions d'utilisateurs d'Internet, représentant 19,7% de sa population, en janvier 2023. Les médias sociaux étaient également en pleine expansion, avec 2,95 millions d'utilisateurs, soit 9,8% de la population. Par ailleurs, le pays enregistrait 13,11 millions de connexions mobiles actives, couvrant 43,8% de la population. La population de Madagascar atteignait 29,96 millions en 2023, avec une augmentation de 703 000 personnes (+2,4%) par rapport à l'année précédente. Les données démographiques révélaient une répartition équilibrée entre les genres, avec 49,9% de femmes et 50,1% d'hommes. L'âge médian était de 19,2 ans, illustrant une population majoritairement jeune et dynamique.

Médias Sociaux

Bien que l'utilisation d'Internet ait augmenté de 139 000 personnes entre 2022 et 2023, 80,3% de la population reste encore hors ligne. Cependant, 50,0% des utilisateurs d'Internet étaient actifs sur au moins une plateforme de médias sociaux en janvier 2023, soulignant l'importance



croissante de la connectivité sociale dans le pays. Facebook comptait 2,95 millions d'utilisateurs à Madagascar en début d'année 2023, tandis qu'Instagram enregistrait 140 500 utilisateurs. Ces plateformes sont devenues des espaces de connexion sociale et culturelle, reflétant la diversité et la vivacité de la société malgache. Malgré les progrès numériques, Madagascar reste confrontée à des défis énergétiques majeurs. En 2021, seulement 15% de la population avait accès à l'électricité, avec un taux d'électrification encore plus bas en milieu rural. Cependant, le Programme Général de l'État vise à doubler la production énergétique et à réduire les tarifs, ouvrant ainsi la voie à une plus grande accessibilité aux médias traditionnels.

Perspectives

Madagascar se trouve à un moment décisif de son développement numérique. Alors que l'accès à Internet et aux médias sociaux continue de croître, des initiatives

sont nécessaires pour garantir une connectivité équitable à travers le pays. La collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile est essentielle pour créer un avenir numérique inclusif et durable pour tous les Malgaches. Bref, le pays présente un potentiel numérique

considérable qui peut transformer la société et l'économie du pays. Avec des investissements stratégiques et une approche concertée, Madagascar est en passe de devenir un acteur majeur de l'écosystème numérique mondial.

Electrification: l'Union européenne s'engage dans les projets hydroélectriques

ARH. | LES NOUVELLES | 27 FÉVRIER 2024

L'ambassadrice de l'Union européenne à Madagascar, Isabelle Delattre Burger, a exprimé son engagement envers les projets de développement énergétique de Madagascar, notamment le projet Sahofika et le barrage de Volobe. Lors d'une rencontre avec la presse, hier à Ankorondrano, elle a mis en lumière le besoin pressant de fournir une quantité accrue d'électricité à la population. Selon ses dires, «L'électricité est un facteur de développement aussi bien humain et qu'économique». Elle insiste sur l'urgence de concrétiser ces projets. Bien que les résultats puissent prendre des années à se matérialiser, «il est impératif de lancer les chantiers dès que possible pour envoyer un signal fort», souligne-t-elle. Cependant, la représentante de l'UE reconnaît les défis rencontrés, notamment les retards dus à la pandémie de Covid-19 et les négociations prolongées sur les prix de l'électricité dans le démarrage de ces deux projets. «Ces retards ont entraîné des surcoûts dus à la production d'électricité par des moyens thermiques plus coûteux, exacerbant les dettes entre

l'Etat et les fournisseurs de pétrole», a-t-elle noté. Selon toujours Isabelle Delattre, «L'UE a prévu une subvention de 20 millions d'euros (7 millions pour Volobe et 13 millions pour Sahofika) pour soutenir la contribution de l'Etat aux consortiums privés travaillant sur les projets Sahofika et Volobe». De plus, la Banque européenne d'investissement (BEI) envisage de fournir des prêts, tant souverains que privés, une fois que les négociations avec les consortiums seront finalisées. D'ores et déjà, la diplomate a rappelé : «A mon arrivée à Madagascar en 2019, nous avons annoncé que nous mettons à disposition 26 millions d'euros pour cette ligne de transmission Antananarivo-Toamasina. Nous espérons signer bientôt avec la Bad, l'engagement de ces 26 millions dans ce projet». La diplomate souligne que tant que les préparatifs ne seront pas achevés, aucune date précise ne pourra être annoncée pour le démarrage des chantiers. Cependant, elle assure que l'UE demeure pleinement engagée à soutenir Madagascar dans sa quête de développement énergétique et économique.

Zone de libre-échange continentale : Madagascar définit sa stratégie nationale

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 FÉVRIER 2024

Madagascar entame les préparatifs nécessaires pour son adhésion à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF).

Hier, le lancement officiel du Programme d'Appui à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (PA ZLECAF) s'est déroulé à Anosy, sous l'égide du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Le PA ZLECAF, s'étalant sur deux ans, bénéficie du soutien financier de la Banque Africaine de développement (BAD).



Ce programme vise à mettre en place une stratégie nationale pour accélérer la ratification par Madagascar de la ZLECAF. Dans une première phase, le PA ZLECAF

se concentrera sur des études approfondies visant à évaluer les avantages que Madagascar pourrait tirer de sa participation à la ZLECAF. «L'objectif est d'identifier les préparations nécessaires, les renforcements requis, ainsi que les secteurs et filières à soutenir pour maximiser les retombées de l'intégration de Madagascar à cette zone de libre-échange. Une approche collaborative est privilégiée, avec une écoute attentive des besoins du secteur privé. L'identification des obstacles et la recherche de solutions se feront en concertation avec le secteur privé», a expliqué le coordinateur du PA ZLECAF, Heriniaina Ramananarivo.

Assistance technique

Il est important de noter que Madagascar n'a pas encore ratifié ce pacte de libre-échange, en raison des doutes exprimés par les opérateurs et la population quant aux impacts sur le marché interne, étant donné qu'il prévoit la libre circulation des biens et services, des personnes et des capitaux. Dans le cadre de cette intégration, la BAD soutient déjà des projets offrant une assistance technique à Madagascar. Parmi eux, le Programme d'appui aux chaînes de Valeur et à la facilitation des corridors commerciaux (PACFC), qui se focalise sur les infrastructures routières pour désenclaver le Sud, améliorant ainsi l'accessibilité tout en stimulant le commerce régional. Un autre projet, soutenu par la BAD, concerne la transformation agro-industrielle dans le Sud-ouest. «Ces activités et projets seront évalués

par le PA ZLECAF afin de guider les décisions et de mesurer les avantages pour Madagascar», a ajouté le coordinateur. Alors que l'industrialisation constitue l'un des piliers de la politique générale de l'État, l'objectif de cette démarche est

d'accroître les exportations de marchandises et de services vers un marché de 1,7 milliard de personnes, tout en attirant les investisseurs du continent.

LI PENG de HUAWEI : Adopter la 5.5G pour faire avancer le monde intelligent

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 FÉVRIER 2024

[Barcelone, Espagne, 27 février 2024] Au MWC Barcelona 2024, Li Peng, Corporate Senior Vice President and President of ICT Sales & Service de Huawei, a prononcé un discours sur les nouvelles opportunités stratégiques qui s'ouvriront à l'industrie des TIC dans un monde intelligent. « Nous nous approchons rapidement d'un monde intelligent », dit Li. « À mesure que les demandes sur les réseaux ont augmenté, la 5.5G est devenue une étape clé sur le chemin du monde intelligent. La 5.5G devrait entrer dans le commerce en 2024. Alors, construisons les réseaux d'aujourd'hui pour les applications de demain afin de faire avancer le monde intelligent. »

• En route pour la commercialisation de la 5.5G

Li a expliqué qu'au cours des 20 dernières années, l'informatisation et la numérisation ont apporté des opportunités d'une valeur de milliers de milliards de dollars à l'industrie des TIC. Des exigences de réseau plus élevées sont nécessaires pour ce monde intelligent, comme la liaison montante ultra-large bande, la communication à large bande en temps réel et l'IoT à scénario complet. Cela a entraîné l'évolution rapide vers la 5.5G qui sera en mesure de permettre des scénarios d'applications et des modèles d'affaires innovants. D'ici 2030, l'économie intelligente devrait représenter plus de 18,8 billions de dollars, apportant une nouvelle vague d'opportunités pour l'industrie. En Chine, au Moyen-Orient et en Europe, les principaux opérateurs ont déjà vérifié les capacités avancées 5.5G sur les réseaux commerciaux. Leurs tests couvrent un large éventail de scénarios, y compris les connexions intelligentes pour les personnes, les maisons, les véhicules et les stades. En outre, de plus en plus de villes intelligentes de 10 gigabits alimentées en 5.5G apparaissent dans des endroits dans le monde entier. Au MWC de cette année, Huawei lance une série complète de produits et de solutions 5.5G pour un large éventail de scénarios différents, ainsi que le premier modèle Telecom Foundation de l'industrie. Ce modèle aidera les opérateurs à maximiser la valeur de leurs réseaux, en particulier dans des domaines tels que l'expérience réseau garantie et l'exploitation et l'entretien automatisé. Alors que l'évolution de la technologie des réseaux continue de redéfinir les flux d'information et de valeur, et libère la puissance de la connectivité omniprésente, nous nous retrouverons bientôt dans un monde pleinement intelligent.

• Redéfinir les flux d'information : le contenu alimenté par l'IA entraîne une augmentation importante du trafic de données

Les technologies intelligentes se développent rapidement et les applications intelligentes sont de plus en plus répandues. Cela a créé de nouvelles possibilités pour les industries. En termes de flux d'information, l'IA générative alimente déjà de nouveaux types d'objets et de scénarios connectés, comme les humains numériques et les voitures intelligentes. Ces nouveaux scénarios nécessitent une meilleure infrastructure, y compris de nouveaux modèles



de stockage et de calcul coopératifs entre le cloud, les périphériques et les appareils. AIGC permettra la création de plus de 100 milliards de gigaoctets de données et générera plus d'un billion de gigaoctets de trafic de données. Huawei prévoit qu'en 2026 seulement, l'IA sera utilisée pour produire plus de 250 milliards d'images et 70 millions de vidéos, redéfinissant complètement l'approche mondiale de la création de contenu.

• Redéfinir les flux de valeur : monétiser les services mobiles au-delà de la connectivité

À mesure que l'industrie des TIC perçoit davantage d'innovations dans les applications intelligentes, la demande pour une expérience réseau fiable dans de multiples dimensions augmentera. En particulier, la garantie de la vitesse de liaison montante, de la qualité de service et de la latence seront essentielles pour répondre aux divers besoins des consommateurs et des clients de l'industrie. Cela offrira aux transporteurs de nouvelles opportunités de croissance incroyables, ouvrant de nouveaux flux de valeur représentant des centaines de milliards de dollars. Un opérateur chinois, par exemple, a lancé un paquet de diffusion en direct 5G pour fournir une liaison montante garantie pour une diffusion en direct transparente. Cette nouvelle offre de services a permis à l'opérateur d'augmenter l'ARPU de plus de 70%. Dans le secteur des transports, les nouveaux services d'appel 5G d'un autre transporteur fournissent un positionnement précis en temps réel et une interaction en milieu d'appel pour des applications telles que les réclamations d'assurance automobile. Cela permet aux propriétaires de voitures de remplir un guichet unique pour le dépôt des réclamations d'assurance, l'enquête sur place, et le règlement des réclamations en cas d'accident de la circulation. Ce nouveau type de service a aidé le transporteur à monétiser avec succès le marché B2B2C.

• Libérer la puissance de la connectivité omniprésente : créer une nouvelle valeur pour tous les secteurs

La connectivité réseau 5G de haute qualité aide les opérateurs à connecter plus de personnes avec plus de choses à tout moment et partout. Les téléphones cloud en

après la validation de la société Certi-Trust et du groupe International Certification Trust Services (ICTS).

Résultats fiables.

Notons que dans le cadre d'un appel d'offres international qui a mené à cette mission, Time S.A et Africa Smarts Today ont délégué l'exécution de la mission au Consultant indépendant Kamdeng Kamgaing Consulting. En tout cas, avec un organigramme amélioré et des outils informatiques renouvelés, le centre de valeur de la douane est ainsi en mesure d'émettre des résultats fiables et conformes à la fois aux intérêts de l'administration douanière et ceux

des usagers. Comme l'a indiqué le Directeur Général des Douanes, Ernest Zafivanona Lainkana, « cette certification ISO 9001-2015 est la concrétisation de l'engagement de la douane à mettre en place un système de management de qualité et s'inscrit dans la vision actuelle de la douane pour une administration innovante, redevable et partenaire pour l'émergence du pays ». Le Secrétaire Général du ministère de l'Economie et des Finances, Andry Ramanampanoharana a honoré de sa présence la cérémonie de remise de cette certification ISO 9001 - 2015.

Autorisations d'emploi: « e-work » traite les dossiers en cinq jours

ARH. | LES NOUVELLES | 28 FÉVRIER 2024

La plateforme digitale «e-work», dédiée à la délivrance des autorisations d'emploi aux travailleurs étrangers, est opérationnelle au sein de l'Economic development board of Madagascar (EDBM). D'après les estimations du ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique (MTEFoP), 2.000 à 3.000 travailleurs étrangers par an demandent une autorisation d'emploi à Madagascar. La validité de l'autorisation est de deux ans au maximum. «S'il fallait auparavant attendre deux à trois semaines pour obtenir une autorisation d'emploi, e-work permet de finaliser le processus en cinq jours à une semaine, une fois les dossiers complétés», a assuré la directrice générale de l'EDBM, Josielle Rafidy lors du lancement de ladite plateforme, hier à Antananarivo. L'on sait que le guichet unique de l'EDBM, délivre annuellement près de 2.600 autorisations d'emploi. Dans ce sens, cette plateforme réduit considérablement le délai de traitement des demandes. Outre le gain de temps notable

grâce à la possibilité de soumettre et de suivre les demandes en ligne, la prévisibilité dans le processus d'octroi, est aussi simplifiée. De plus, la plateforme offre un accès direct à toutes les informations nécessaires avant la soumission des demandes, permettant aux utilisateurs d'estimer les coûts relatifs à leur démarche. La ministre Hanitra Razakaboana précise que «la nouvelle loi sur l'investissement impose aux entreprises basées à Madagascar de n'employer pas plus de 20% de travailleurs étrangers, ce qui permet de protéger les salariés malgaches». Cette initiative est menée en collaboration avec le MTEFoP et l'EDBM, ainsi que le Projet de gouvernance digitale et de gestion de l'identité malgasy (Prodigy) à travers l'Unité de gouvernance digitale (UGD). Elle bénéficie du soutien financier du Projet de réformes liées au climat des investissements (PRECI) de l'Union européenne, avec comme centre des activités, la digitalisation des procédures administratives.

OMC-ITC : Un fonds de 50 millions USD pour les exportatrices dans l'économie numérique

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 29 FÉVRIER 2024

La directrice générale de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), Ngozi Okonjo-Iweala, prône la re-mondialisation pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales tout en favorisant l'inclusion des pays pauvres laissés pour compte par la première vague de la mondialisation.

Pour ce faire, l'OMC a travaillé en partenariat avec l'ITC ou le Centre du Commerce International pour lancer un fonds mondial d'une valeur de 50 millions USD servant à aider les entreprises dirigées par des femmes exportatrices dans l'économie numérique (WEIDI). Cela permettra aux femmes entrepreneures dans les pays en développement et les pays les moins avancés comme Madagascar d'adopter des technologies numériques tout en développant leurs activités en ligne. En effet, « L'avenir du commerce international est numérique et vert. Il doit être également inclusif. Le commerce numérique, plus particulièrement le commerce des services numériques connaît la croissance la plus rapide, à raison de 8% en moyenne depuis 2005. Et à l'ère du numérique, ceux qui ont été laissés pour compte lors de la première vague de mondialisation, auront la possibilité d'en profiter maintenant. Les jeunes et les femmes en Afrique ont montré qu'ils sont capables de tirer profit de ces opportunités. Certes, le continent ne représente que 1% du



commerce des services numériques dans le monde, mais je considère qu'il s'agit d'une opportunité à saisir », a fait savoir la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, lors du lancement officiel de ce fonds mondial dans le cadre d'une conférence sur les femmes et le commerce organisée dernièrement au Centre National des Expositions d'Abu Dhabi (ADNEC).

Au-delà des frontières

Et elle ajoute que la numérisation offre des opportunités sans précédent pour renforcer l'autonomisation des

femmes entrepreneurs, uniformiser les règles du jeu et favoriser une croissance inclusive. Pour sa part, le ministre d'Etat au Commerce Extérieur des Émirats arabes unis, Thani Ahmed Al Zeyoudi, qui plus est le président de la Conférence ministérielle de l'OMC (CM13), a annoncé que les Émirats arabes unis vont allouer 5 millions USD pour les exportatrices dans l'économie numérique. C'est ainsi le premier donateur qui constitue ce fonds mondial. En effet, « l'autonomisation des femmes dans le commerce est essentielle pour libérer tout le potentiel de nos économies », a-t-il souligné. En outre, ce nouveau fonds permettra aux femmes entrepreneures de trouver le capital dont elles ont besoin pour transformer leurs idées en entreprises prospères et en pleine croissance. Ce n'est pas tout ! « Les femmes dans les pays en développement ne cessent d'évoquer que l'accès au financement constitue un obstacle majeur au commerce. Grâce à ce nouveau fonds, elles disposeront des ressources dont elles ont besoin pour développer leurs activités au-delà de leurs frontières et ce, en ligne », a

déclaré Pamela Coke-Hamilton, la directrice exécutive de l'ITC.

À la demande des femmes entrepreneures

Ce fonds pour les exportatrices dans l'économie numérique ou WEIDI sera ainsi ouvert à la demande des femmes entrepreneures au cours du deuxième trimestre de 2024. Des informations sur les modalités de candidature seront diffusées prochainement, a-t-on appris. Il est à noter que plus de 200 femmes entrepreneurs issus de 60 pays ont participé à cet événement de haut niveau organisé par l'OMC avec le Centre de Commerce International. Les participants ont discuté par ailleurs de solutions concrètes face aux défis auxquels elles sont confrontées. Les possibilités d'accéder aux nouveaux marchés dans un système de commerce international de plus en plus vert et numérique ont également été explorées. Elles ont en même temps bénéficié des formations dispensées par des experts de l'ITC, de Visa, de DHL, de Sidley Austin et de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Economie bleue : Coopération renforcée avec la Turquie

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 29 FÉVRIER 2024

La collaboration entre Madagascar et la Turquie dans le domaine de l'économie bleue prend une nouvelle dimension avec la tenue d'une rencontre entre l'ambassadeur turc à Madagascar et le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Mahatante Paubert, mardi dernier à Ampandrianomby. Cette réunion constitue le deuxième rendez-vous officiel visant à renforcer la coopération entre les deux nations pour le développement durable des activités liées à l'économie bleue. La Turquie, forte de son expertise et de ses ressources, se positionne comme un partenaire clé pour appuyer Madagascar dans l'optimisation de l'exploitation de ses ressources maritimes. Cette coopération vise notamment à explorer les opportunités offertes par les vastes étendues

océaniques malgaches, tant en termes de ressources au large que de ressources benthiques et démersales. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur divers aspects de la coopération. Les deux parties ont évoqué la possibilité d'échanges de savoir-faire entre les experts en pêche de Madagascar et ceux de la Turquie. Ces échanges visent à améliorer les pratiques et à favoriser le progrès technique dans le secteur de la pêche, crucial pour les économies des deux nations. Il est à noter que les discussions ont progressé de manière positive et que les deux parties semblent déterminées à concrétiser leur engagement par la signature d'une convention dès la semaine prochaine.

Promotion des coopératives: place aux normes juridiques

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 29 FÉVRIER 2024

Dans le cadre des objectifs de 100 jours fixés par le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), la Direction de la promotion de l'entrepreneuriat (DPE), des affaires juridiques (DAJ) et la Direction régionale de l'industrie et du commerce (DRIC) Analamanga ainsi que le NCBA Clusa, un projet partenaire du MIC dans la promotion des coopératives, élaborent actuellement un décret

d'application des lois régissant les entreprises coopératives. «Il est aussi nécessaire de prendre l'avis des juristes spécialisés dans les entreprises coopératives» indique le MIC, soulignant au passage que «l'avis de toutes les parties concernées et de la Commission de réforme sur les droits des affaires (CRDA), sera également pris en compte».

Allemagne – Madagascar : un portefeuille de projet à hauteur de 490 millions d'euros

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 29 FÉVRIER 2024

Face à la presse, hier à la résidence Villa Berlin à Ambatoroka, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Madagascar, Michael Häusler, a fait le point sur la coopération bilatérale au beau fixe, entre les deux pays. Cette relation sera davantage renforcée grâce aux divers projets, en collaboration avec les agences allemandes installées dans le pays, à l'instar de la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit). A ce sujet, «notre

portefeuille de projets en cours s'élève à 490 millions d'euros. Mais le plus important est que l'Allemagne accorde seulement des dons mais pas un crédit», a rapporté Michael Häusler. Et cette coopération prometteuse concerne plusieurs secteurs, entre autres, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la bonne gouvernance et l'énergie renouvelable. Sur ce dernier point, l'Allemagne mènera un projet de promotion de l'électrification rurale par les énergies solaires et grâce à

l'éolienne... «Madagascar est un pays ensoleillé, et l'objectif sera de favoriser le développement socioéconomique du pays», précise-t-il. Marché de l'emploi Autre secteur évoqué également par l'ambassadeur allemand, le marché de l'emploi. «Les Malgaches ont une bonne réputation en tant que travailleurs en Allemagne, vu qu'ils maîtrisent la langue et surtout les techniques requises», explique-t-il. A ce sujet, l'ambassade publie régulièrement sur sa page Facebook des opportunités de métiers en Allemagne. Sinon, de nombreuses offres d'emploi, sont aussi visibles sur le site Make it in Germany. «Ce site met en relation l'entreprise et les postulants», explique l'ambassadeur Michael Häusler, tout en soulignant que le temps d'attente pour l'obtention

du visa à long terme est écourté, entre 4 à 6 semaines après le dépôt du dossier. Beaucoup de jeunes s'intéressent aussi au programme «Au Pair». «L'année dernière, nous avons enregistré plus de 7.000 candidats à l'examen officiel, et une centaine d'étudiants ont eu une bourse», affirme-t-il. Par ailleurs, l'ambassadeur allemand a aussi souligné le soutien accordé par l'Allemagne dans le domaine politique. «Non seulement, nous avons la fondation Friedrich Ebert Stiftung qui promeut les jeunes leaders, mais nous sommes aussi intéressé par la bonne gouvernance, à travers la lutte contre la corruption ou encore la décentralisation», conclut-il.

Secteur agricole: le troisième Recensement général de l'agriculture en préparation

ARH. | LES NOUVELLES | 29 FÉVRIER 2024

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Minae) se mobilise en vue du troisième Recensement général de l'agriculture (RGA 3). Une démarche de cette envergure a fait l'objet d'un atelier de préparation, hier à l'hôtel Carlton Antananarivo.

Le dernier recensement agricole réalisé à Madagascar remonte à 2004 et 2005. Le moment est venu de mettre à jour les données relatives au secteur agricole. «Si une enquête annuelle est déjà en cours, le RGA 3 est prévu pour le second semestre de l'année, avec pour objectif de le finaliser d'ici la fin de l'année 2025», selon le ministre malgache de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona. Le constat est sans appel. Madagascar souffre d'un déficit d'informations statistiques fiables dans le secteur agricole et rural. Cela entrave la planification stratégique, la formulation de politiques adaptées et le suivi de la performance économique de ce secteur vital pour l'économie nationale. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), «le secteur agricole représente environ 27% du PIB total de Madagascar, avec la culture du riz en tête des activités économiques du pays en termes de volume». Par ailleurs, la Banque mondiale estime que «près de 80% des ménages malgaches dépendent de l'agriculture, une proportion qui grimpe à 89% dans les zones rurales». Cette réalité place

ainsi le secteur agricole au cœur des enjeux de lutte contre la pauvreté dans le pays.

Renforcer les infrastructures statistiques

Face à cette nécessité pressante, le gouvernement malgache considère le RGA 3 comme une priorité afin de combler les lacunes en données fiables et de renforcer les infrastructures statistiques nécessaires à une production continue de données agricoles précises. Car, au-delà de l'aspect technique, le RGA sera l'outil permettant de fournir des données précises et actualisées. Ce nouveau recensement devrait particulièrement permettre de renouveler les données structurelles sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, la forêt..., et produire des données de référence de qualité et des bases de sondage pour diverses enquêtes sur le secteur rural, en vue de satisfaire les besoins divers des utilisateurs et d'un meilleur pilotage des projets/ programmes à venir. Il permettra de mieux comprendre les défis et les opportunités qui se présentent et d'élaborer des politiques agricoles adaptées pour assurer un développement durable et inclusif du secteur. En tout cas, les partenaires techniques et financiers de Madagascar, notamment les organismes des Nations unies, se sont engagés à soutenir cette démarche et se disent prêts à collaborer étroitement avec le gouvernement malgache et le Minae pour mener à bien ce projet d'envergure.

Commerce : Les pays producteurs de vanille forment un bloc

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 01 MARS 2024

Grâce à l'initiative du ministre Edgard Razafindravahy, les pays producteurs de vanille se sont entendus pour créer une organisation. L'objectif de cette plateforme est de défendre le prix de la vanille.

Historique. Finies les pressions de toutes parts et les ingérences étrangères sur le marché de la vanille. Les pays producteurs ont décidé de prendre leur destin en main. Abu Dhabi, la capitale des Émirats Arabes Unis, a été le théâtre d'un événement sans précédent hier. En marge de la 13e réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy, a pris l'initiative

de rassembler les représentants des pays producteurs de vanille dans l'optique de créer une structure internationale pour défendre le prix de la vanille et protéger toute la chaîne de valeur. «Madagascar, avec son histoire et sa contribution significative à la production mondiale de vanille, ressent le devoir de prendre l'initiative», a souligné le ministre Edgard Razafindravahy. Charité bien ordonnée commence par soi-même; il est logique que Madagascar, premier producteur mondial de vanille, se soucie de son produit d'exportation phare. Le prix de la vanille est tombé très bas depuis deux ans pour diverses raisons, notamment des pressions étrangères. Les prix planchers fixés par l'État ont été jugés inappropriés, et les acteurs de la filière ont

demandé la libéralisation du prix. Du coup, le kilo de vanille a dégringolé.

Union sacrée

Des péripéties que l'on peut éviter à l'avenir grâce à la création d'une organisation, comme cela existe pour d'autres produits. «La future organisation permettra d'adresser les enjeux sur la stabilité du prix, sur le développement durable de la filière, sur le renforcement de la chaîne de valeurs, la recherche de nouveaux marchés, et enfin sur la promotion de la vanille naturelle aux consommateurs du monde», argumente Edgard Razafindravahy. Le ministre de l'Industrialisation et du commerce a par la suite lancé un appel solennel aux pays producteurs à œuvrer à la création de cette organisation. «Madagascar aura besoin de votre expertise, votre expérience et votre engagement pour le succès de cette initiative», a-t-il souligné. Un appel qui a tout de suite trouvé un écho puisque les représentants de l'Ouganda, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Comores se sont joints à l'idée lancée par Madagascar. Une union sacrée



qui restera dans les annales et dont l'efficacité profitera à chaque pays. «C'est une déclaration d'unité entre les pays producteurs, un modèle illustrant que la collaboration internationale peut avoir un impact significatif», conclut le ministre Razafindravahy. Le doute n'est pas permis.

Industrie : Abe Koji sollicite l'aide de l'État pour Ambatovy

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 01 MARS 2024

«Tous les gestes comptent.» Ce sont les mots d'Abe Koji, l'ambassadeur du Japon, hier à Ivandry, lors de la célébration de la fête nationale nipponne. Il s'est exprimé ainsi pour solliciter le soutien de l'État malgache envers la compagnie d'extraction de nickel et de cobalt Ambatovy qui subit actuellement des difficultés tant financières que logistiques. Sumitomo Corporation, une société japonaise, se trouve être l'actionnaire majoritaire d'Ambatovy et c'est la raison du plaidoyer de l'ambassadeur.



La baisse des cours du nickel et du cobalt jusqu'à 40 % sur le marché international est la principale raison des difficultés actuelles de la société. À côté, l'excédent de

stock ne plaide pas pour un changement de la situation des prix avec de nouveaux projets qui émergent dans d'autres pays. L'ambassadeur japonais attend un soutien de toutes les façons possibles, en passant par le remboursement des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) ou d'autres actions. L'ambassadeur rappelle lors de son discours qu'Ambatovy contribue de 4 à 6 % du PIB malgache. Pour rappel, le remboursement de TVA peut se faire en ligne. Avec ce remboursement, Ambatovy pourrait sortir la tête de l'eau.

Gagnant-gagnant

Des difficultés techniques au niveau des installations à Toamasina amplifient les problèmes de la société qui contribue à hauteur de 30 % aux recettes d'exportation du pays. Tout cela augmente le gouffre et amène la compagnie en régime de survie. Abe Koji précise que l'État malgache est le perdant si Ambatovy ne tourne pas à plein régime et c'est pour cela qu'une réaction venant de l'État est sollicitée. «Malgré les difficultés, j'espère que ce projet soit soutenu et accompagné par les autorités malgaches pour un avenir gagnant-gagnant,» a-t-il expliqué. Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères, avoue l'importance d'Ambatovy dans l'économie du pays en déclarant que la société reste «un investissement qui génère un revenu non négligeable pour l'économie malgache.» Cependant, elle n'a pas apporté de réponse à la sollicitation de l'ambassadeur japonais lors de son allocution.

Telma : Certifié meilleur réseau mobile et fixe à Madagascar

HERINIAINA SAMSON. | MIDI MADAGASCAR | 01 MARS 2024

L'opérateur Telma, leader sur le marché à Madagascar, a remporté le prestigieux prix Ookla Speedtest Awards 2023 dans la catégorie du réseau mobile le plus rapide à Madagascar. Cette récompense souligne la performance exceptionnelle du réseau de Telma en termes de vitesse, de fiabilité et de couverture Internet. Ookla, un organisme indépendant, a basé son évaluation sur des milliers de mesures réalisées par les utilisateurs. Telma a obtenu un

score remarquable de 37,84, établissant ainsi sa supériorité sur ses concurrents locaux. «Après avoir mené une analyse approfondie des tests effectués par les consommateurs avec Speedtest, Telma a été nommé réseau le plus rapide de Madagascar par les Awards Speedtest d'Ookla. Ce prix est décerné aux opérateurs de réseaux mobiles qui font preuve d'une vitesse et de performances exceptionnelles par rapport aux autres grands réseaux mobiles du marché

pour les 3ème et 4ème trimestres 2023», a déclaré Stephen Bye, président et chef de la direction d'Ookla, une division de Ziff Davis.

Savoir-faire

Cette reconnaissance témoigne des investissements massifs de Telma dans son infrastructure de télécom, ainsi que du savoir-faire de ses équipes techniques. Cette victoire représente un atout majeur pour le développement économique de Madagascar, en offrant une connexion Internet rapide et fiable, essentielle pour la vie quotidienne et professionnelle. « En 2023, nous avons étendu la technologie 4G à 100% de notre réseau mobile afin qu'elle soit accessible dans tout le pays et qu'elle bénéficie à tous les Malgaches! L'obtention de cet award est donc bien une reconnaissance pour notre engagement envers l'amélioration continue des services de télécommunications



que nous proposons », a souligné Patrick Pisal Hamida, Administrateur et Directeur Général de Telma.

Evaluation de la pauvreté : la croissance et l'investissement privé font défaut

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 01 MARS 2024

Alarmant, la paupérisation persiste et stagne à Madagascar, d'après une étude menée conjointement par la Banque Mondiale et l'Instat. La présentation de cette évaluation de la situation de pauvreté à Madagascar a été effectuée le 22 février dernier. La collecte des données de cette évaluation a débuté dès 2020, interrompue par la crise sanitaire, puis repris en 2021.

Les chiffres clés

Au niveau national, le niveau de pauvreté est à 75,2%. Les auteurs de cette évaluation constatent "une légère augmentation comparée à 2012 où ce taux était de 72,9%". L'une des causes de cette pauvreté qui s'aggrave est le manque de croissance du pays et d'investissement. "C'est à travers l'investissement privé que les emplois sont créés, il n'y en a pas eu assez (...). Ce manque d'investissements a été provoqué par un dysfonctionnement du marché, résultant de lacunes en termes d'infrastructures et d'une faible concurrence. Les zones urbaines, génératrices d'emplois et de croissance économique, ont connu un recul à cause de ce déficit en investissement", explique Francis Mulangu, économiste principal à la Banque mondiale. Pour comparer, la consommation médiane de l'Afrique Subsaharienne en 2022 est 8,7 fois supérieure à celle de Madagascar. L'étude souligne également que les 13% les plus riches à Madagascar consomment comme la classe moyenne en Afrique subsaharienne, et les 5% les plus riches à Madagascar ont une consommation du niveau de celle des 60% plus riches de l'Afrique subsaharienne. En d'autres termes, "On peut être riche à Madagascar, mais quand on compare cela à l'Afrique subsaharienne, on se situe un peu finalement dans la classe moyenne", poursuit l'économiste. La pauvreté rurale est à 79,9%, quasiment le même taux observé en 2012 qui était de 80,6%. La pauvreté urbaine a sensiblement augmenté, passant de 42,2% en 2012 à 55,5% en 2022, et à 61% dans les villes secondaires. L'écart du bien-être entre le milieu urbain et rural s'est réduit car les conditions de vie en milieu urbain se sont détériorées, selon les explications de l'économiste principal de la Banque mondiale. Bref, les inégalités se sont réduites à Madagascar, mais pas forcément dans le bon sens. "Quand le niveau de vie des personnes vivant en milieu urbain se baisse, ils convergent vers le milieu rural ou vers la pauvreté

rural". Seuil de pauvreté à Madagascar La ligne de pauvreté à Madagascar est établie à 4.048 ariary par personne par jour. "Une première partie, 2.756 ariary par jour et par personne, constitue coût quotidien d'un panier permettant à un Malagasy de consommer 2.133 kilocalories, tandis que le coût quotidien pour un niveau de vie de base est fixé à 1.291 ariary", fait savoir cette évaluation. D'après cette étude, le taux de pauvreté le plus élevé dans le pays est enregistré dans le sud et sud-est, mais le plus grand nombre de pauvres vit dans le Sud profond et le Centre. "Cela est dû à la vulnérabilité aux aléas, notamment le kere et les chocs cycloniques survenant dans le sud-est de l'île", avance Francis Mulangu.

Les causes

D'après les données du RGPH de 2018, les gains en capital humain sont modestes. L'achèvement du niveau primaire est très bas, de l'ordre de 47%. Et même parmi ce taux, on constate un problème de qualité. Un tiers des enfants entre 5 et 11 ans travaille, de même que plus de 60% des enfants entre 12 et 14 ans. Les enfants qui arrivent en fin de CM2 ont une compétence de lecture d'environ 6/10 et 2/10 en mathématiques. En outre, 95% des enfants de 10 ans sont considérés comme "pauvres en apprentissage", ce qui veut dire qu'ils n'arrivent pas à comprendre un texte simple. Plus de 80% des enfants manquent l'école chaque année à cause de l'absentéisme des enseignants et des désastres climatiques. Madagascar a également un problème par rapport aux mariages et grossesses précoces des adolescents. "Quand une femme de 15 à 19 ans tombe enceinte, cela réduit l'opportunité d'investissement en capital humain et les opportunités de travail", alerte Ana Maria Oviedo, économiste senior sur la pauvreté à la Banque mondiale. Sur le marché du travail, la plupart des gens ont un emploi précaire et dépendent davantage de l'emploi familial. Le secteur formel et le travail rémunéré reste extrêmement bas. Les auteurs de cette évaluation tablent sur "un nouvel équilibre qui favorise une croissance large et soutenue". Cela passe par une concurrence accrue du secteur privé et un climat favorable aux affaires, une amélioration de la connectivité, de la fourniture d'énergie, et de l'accès aux services numériques.

Bancassurance: BNI Madagascar s'allie avec Allianz

ARH. | LES NOUVELLES | 01 MARS 2024

BNI Madagascar et Allianz, leaders respectifs dans les domaines de la banque et de l'assurance, ont annoncé un partenariat stratégique visant à proposer des solutions d'assurance innovantes et accessibles aux entreprises malgaches. Les deux parties ont signé, hier au Radisson Blu Antananarivo, la convention de partenariat y afférente. Cette initiative part du constat selon lequel le secteur de l'assurance à Madagascar, bien que crucial pour le développement économique et social du pays, n'a pas encore atteint son plein potentiel. D'où l'importance de cette alliance pour surmonter les défis actuels, tels que le

nombre restreint d'entreprises d'assurance et le manque de sensibilisation du public à l'importance de l'assurance. « En s'associant à Allianz, BNI Madagascar offre à ses clients une gamme complète de produits et services d'assurance, bénéficiant ainsi de l'expertise et de la solidité financière d'une compagnie renommée », a déclaré Alexandre Mey, directeur général de BNI Madagascar. « Pour amorcer cette collaboration fructueuse, le volet entreprise sera priorisé, répondant ainsi aux besoins spécifiques du secteur économique malgache », a-t-il ajouté.

Vie économique: Madagascar entre défis persistants et lueurs d'espoir

ARH. | LES NOUVELLES | 01 MARS 2024

Des obstacles économiques majeurs persistent à Madagascar. Selon le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem), « le pays demeure confronté à une croissance insuffisante et une pauvreté endémique... ».

Dressant un bilan de la vie économique de Madagascar, le Crem, dirigé par le Pr. David Rakoto en tant que président du Conseil d'administration pour les deux prochaines années, a déclaré que « Depuis des décennies, Madagascar a enregistré une croissance insuffisante et une pauvreté persistante qui peuvent s'expliquer par la faiblesse de la gouvernance, un développement inadéquat du capital humain et physique et une transformation structurelle lente ». La croissance économique s'est ralentie, passant de 5,7% en 2021 à 3,8% en 2022, en grande partie causée par la guerre en Ukraine et des chocs climatiques. Cependant, des perspectives plus optimistes se dessinent pour les années à venir, avec une prévision de croissance avoisinant les 4,7% d'ici 2024-2025. « Malgré cette embellie, le taux de pauvreté demeure alarmant, atteignant 75% en 2022, selon les normes nationales », déplore le PCA du Crem.

Inflation

La situation est également marquée par des pressions inflationnistes croissantes, portant l'inflation à 11,3% en juin 2023. « Bien que des efforts soient déployés pour la

contenir, une légère baisse à 8,5% est prévue d'ici 2024-2025 », note ce think tank regroupant les économistes du pays. L'inflation à Madagascar est en grande partie attribuable à la dépendance du pays vis-à-vis des importations de pétrole et la hausse des prix sur les marchés mondiaux. En parallèle, des facteurs internes ont exacerbé la pression inflationniste, tels que la dépréciation de l'ariary par rapport au dollar et à l'euro, affectant directement les produits importés et augmentant les prix sur le marché local. La pandémie de Covid-19 a également réduit la production et augmenté les coûts pour de nombreuses entreprises. « De plus, la faiblesse des investissements dans l'agriculture et l'industrie manufacturière, a limité la production nationale, obligeant le pays à dépendre davantage des importations, ce qui a également entraîné une augmentation des prix », selon toujours le Crem. En dépit de ces défis, le Crem estime que Madagascar entrevoit des perspectives encourageantes, notamment à travers l'amélioration progressive de son exécution budgétaire et la mise en œuvre de projets gouvernementaux prioritaires. Cependant, pour réaliser pleinement son potentiel économique, le pays devra s'attaquer de manière résolue à ses problèmes structurels tout en renforçant sa résilience face aux chocs externes.

